VENDREDI 25 JUILLET 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 180

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60.

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

EDITORIAL

JAURÈS ?

ce n'est pas vous, Monsieur Ramadier !

M. RAMADIER disait, dimanche dernier, à Perpignan : « C'est par le socialisme que l'équilibre et la civilisation européenne peuvent être maintenus. Tout recul du socialisme entrainerait un danger pour l'Europe. Grâce à la direction socialiste des affaires européennes, on peut avoir confiance. Sachons, comme Jean Jaurès, allier le patriotisme avec un internationalisme intelligent... »

Notre internationalisme n'est sans doute pas assez « intelligent » pour composer avec le patriotisme bourgeois. Il a du moins le mérite de dire clairement ce qu'il veut et comment il le veut. Nous ne croyons pas à la paix en régime capitaliste.

Les « socialistes » de la S.F.I.O. ont souscrit d'enthousiasme au plan Marshall. Ce plan signifie que l'Europe sera un marché ouvert aux capitaux et aux marchandises des Etats-Unis, la soumission de la bourgeoisie de l'Europe à la bourgeoisie américaine. Où est le socialisme et où est l'œuvre de paix ?

Ramadier faisait, dans son discours déjà cité, appel à la compréhension de l'Union soviétique. Que ce pays adhère au plan Marshall, qu'il devienne à son tour un marché pour les capitalistes d'outre-Atlantique, que soient abolis la propriété collective des moyens de production, la planification économique totale, le monopole du commerce extérieur, — c'est là l'intérêt de ces capitalistes. Mais où est le socialisme ? Qu'est-ce que la paix y gagnera ?

Le « socialisme » de Ramadier et de Bevin consiste à sauver le capitalisme, à le consolider, à le doter de nouveaux moyens.

Ce « socialisme » reprend à son compte, sous une forme nouvelle, et à l'échelle du monde entier, cette pyramide de l'oppression et de l'exploitation des masses laborieuses par le capital, qu'avait rêvée Hitler. Au sommet de la pyramide ce n'est plus le nazisme allemand, mais la finances de Wall Street que l'on place. Celle-ci s'appuiera sur les bourgeoisies des nations capitalistes les plus faibles. Tout en bas, les peuples privés de tout droit, les peuples colonisés, mis en coupe réglée, terrorisés.

Jaurès répétait que « LE CAPITALISME PORTE EN LUI LA GUERRE COMME LA NUEE PORTE L'ORAGE ». Peut-on se couvrir de son nom lorsqu'on fait la politique du capitalisme, c'est-à-dire la politique de la prochaine guerre ? Jaurès, les provocateurs de guerre ont dû l'abattre pour déchainer l'orage.

Vous, monsieur Ramadier, ils vous soutiennent aujourd'hui. Ils vous font confiance pour gouverner en leur nom.

Vous méritez la confiance des fauteurs de guerre, vous et votre parti.

Vous faites la guerre contre les peuples d'outre-mer, en Indochine et à Madagascar.

Vous maintenez la terreur sur tout l' « Empire colonial ». Votre socialisme et celui de vos amis ne va pas loin : il met seulement d'autres mots (Union française) sur une réalité qui reste toujours aussi atroce.

Vous vous associez à chaque acte d'oppression. Ainsi pour l'EXODUS-47.

Vous préparez la guerre contre l'Union soviétique pour servir les intérêts conjugués de la finance française et américaine.

C'est le « Populaire », organe de votre parti, qui nous apprend qu'entre janvier et juillet 1947, les dépenses militaires engagées s'élèvent à 140 milliards, soit déjà — au minimum — 240 milliards pour l'année. Et votre camarade « socialiste » Pineau ajoute (« Popu », 22-7) qu'il n'est pas possible de réaliser d'économies sensibles sur ce budget de guerre et d'oppression.

Enfin, monsieur Ramadier, vous faites poursuivre notre parti en justice parce qu'il a osé, seul, s'opposer à la guerre d'Indochine. La guerre coloniale prépare la guerre tout court. C'est parce que vous êtes bien décidé à poursuivre l'une et à préparer l'autre que nous sommes inculpés.

Paul PARISOT.

Au secours du peuple grec

Le gouvernement fasciste qui plonge dans la misère le peuple grec a déclenché une répression « DEVANT LAQUELLE, nous écrivent nos camarades d'Athènes, PALISSENT LES FORFAITS DU DICTATEUR METAXAS ET DES OCCUPANTS ITALO-ALLEMANDS ». Dans le seul mois de juin, cent personnes, dont huit femmes, ont été fusillées. Dans la seule première quinzaine de ce mois, 507 partisans ont été massacrés et 594 emprisonnés. Dans la seule nuit du 9 juillet, 6.000 arrestations ont été opérées à Athènes. Des archipels entiers sont « réservés à la déportation ».

Devant de tels faits, que déclare Marshall ? Il déclare tout simplement, le 16 juillet, que « LE GOUVERNEMENT AMERICAIN NE TROUVE RIEN A REDIRE AUX ARRESTATIONS OPEREES EN GRECE ».

(Lire la suite en page deux)

L'impérialisme hollandais met l'Indonésie à feu et à sang

LES plus grandes plantations de caoutchouc du monde, des milliers d'hectares de canne à sucre, des ressources minérales considérables, notamment en pétrole, tout cela, pour l'impérialisme, vaut bien une guerre et vaut beaucoup plus que le respect de la parole donnée. C'est pourquoi les troupes de l'impérialisme hollandais viennent d'attaquer brutalement la République indonésienne, mitraillant les trains de voyageurs, occupant les bâtiments officiels et procédant à des arrestations massives à Batavia, à l'abri du rideau de fer de la censure et en profitant de l'exemple donné en Indochine par les compères Moutet et d'Argenlieu.

L'impérialisme hollandais avait dû signer, en mars 1946, l'accord de Lingadjati, reconnaissant l'existence de libres Etats-Unis d'Indonésie. Certes, dans ces Etats-Unis, le pouvoir des Indonésiens, maîtres de Java et de Sumatra, était contrebalancé par la domination hollandaise régnant à Bornéo. Ce compromis était néanmoins bien plus avantageux pour le peuple que le triste accord de Fontainebleau pour les Vietnamiens : il reconnaissait, par exemple, le droit à une force armée purement indigène.

« *Mais aujourd'hui*, déclare l'agence A.F.P., *les Anglo-Saxons se rendent compte qu'un minimum d'autorité hollandaise doit être rétabli à Java et à Sumatra pour permettre à nouveau des réalisations économiques dans ces îles.* » (Lisez : pour permettre à nouveau aux impérialistes d'accumuler d'énormes profits.) *Les Etats-Unis et la Hollande avaient en effet demandé récemment la restitution des entreprises nationalisées par la République indonésienne. Voilà pourquoi l'impérialisme hollandais, petit mais méchant, vient de déclarer qu'il n'était plus lié par les accords », et a déclenché une guerre « préventive » contre le peuple indonésien.*

Il y a quinze jours, le plan d'attaque ayant été intercepté par le gouvernement indonésien, la Hollande avait vertueusement démenti qu'elle préparait la moindre opération militaire !

Aujourd'hui, les avions hollandais assaisonnent leurs bombardements avec des tracts proclamant qu'ils viennent « *rétablir la paix* » ! Telle est la bonne foi des brigands capitalistes.

Face à cette agression, le gouvernement indonésien a appelé le peuple à s'unir dans la résistance contre l'impérialisme hollandais et à se libérer pour toujours. Mieux vaut tard que jamais ! C'est en effet ce gouvernement qui, après avoir jeté en prison le leader révolutionnaire Tan Malaka et désarmé les meilleurs combattants (Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, etc.), a cédé jusqu'ici aux exigences successives de la Hollande.

Le mauvais coup des impérialistes hollandais doit échouer. Déjà les dockers australiens ont arrêté le déchargement des cargos hollandais en route pour l'Indonésie. En Hollande même, où une vague de grèves vient d'avoir lieu et où les soldats ont manifesté à plusieurs reprises contre le départ aux colonies, avec la participation active des trotskystes, les syndicats confédérés menacent de déclencher une grève générale. Il faut que ces exemples soient suivis.

A. R.

LES DIRIGEANTS DU P.C.I. INCULPES

pour leur action contre la guerre d'Indochine

Notre affiche « A bas la guerre contre l'Indochine » a déchainé la hargne des colonialistes.

Nos camarades Craipeau, Demazière, Filiâtre et Parisot sont inculpés de « tentative de démoralisation de la nation et de l'armée ».

Cette inculpation contre notre parti, sous un gouvernement à direction socialiste, et après plusieurs mois de réflexion, constitue, du point de vue politique, l'aveu :

— que le P.C.I. inquiète la bourgeoisie ;

— que la politique colonialiste est plus que jamais en honneur au gouvernement et parmi les chefs S.F.I.O.

Seul notre parti mène une lutte conséquente pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Lui seul est inculpé.

A la haine des colonialistes, les peuples d'outre-mer vérifieront où sont leurs défenseurs.

L'Assemblée au secours des propriétaires

VOICI arrivée l'heure des débats parlementaires pour une nouvelle et, paraît-il, définitive législation des loyers.

Définitive, certainement pas, parce que rien de durable ne peut être établi en période d'instabilité générale. Et aussi parce que légiférer sur les loyers avant d'avoir réglé la question de l'habitat, c'est mettre les bœufs derrière la charrue.

Tant qu'il y aura pénurie de locaux, on pourra tant qu'on voudra légiférer sur les prix, on ne fera qu'aggraver un état de choses déjà insupportable, surtout pour les locataires de condition modeste. Et nulle loi ne pourra empêcher de nombreux propriétaires de spéculer sur le besoin général de se loger alors que les locaux font défaut.

A-t-on déjà perdu le souvenir des faits scandaleux révélés publiquement en septembre dernier, d'une multitude de propriétaires qui, en dépit de toutes les lois, avaient augmenté de dix à vingt fois les prix de 1939 ? Et qui, pour faire obstacle au droit des locataires de réclamer, ne donnaient quittance de ces loyers que six mois après ; six mois étant le délai légal de prescription fixé par des législateurs imprévoyants ou complices et partialement bienveillants ?

Pour que les locataires ne soient plus obligés de choisir entre des augmentations indues ou l'expulsion, le droit de donner congé ne devrait plus appartenir aux seuls propriétaires. Il devrait en être de même du droit de reprise.

Il est inadmissible que la sécurité des foyers soit à la merci d'individus ayant pouvoir légal de mettre à la rue qui bon leur semble, simplement parce qu'ils détiennent un immeuble dont l'origine de propriété est toujours la consécration d'une injustice sociale ; en raison de son importance, le capital que est immeuble représente ne peut être que le fruit du travail d'autrui, et jamais du travail personnel. Et cependant (dans les prémices des indiscrétions qui nous parviennent au moment où ces lignes sont écrites), rien n'indique que cette fois il en sera tenu compte.

CHARLEVAL.

Voir la *Vérité* nos 173, 175, 176, 177, 179.

Comment se présente la discussion sur les loyers à la Chambre ?

Locataires jugez-en :

1 Une ordonnance du 28 juin 1945 prévoyait des majorations de 15 à 30 %. Elle a fait l'objet d'une série de prorogations qui expirent au premier août de cette année.

2 Le 8 février dernier, le gouvernement déposait un projet de loi qui soumet la fixation des loyers à des commissions départementales et prévoit des révisions annuelles. C'est la porte ouverte à la hausse constante des loyers.

3 Le 25 juin, un certain nombre de députés ont déposé une proposition de loi avec demande de discussion d'urgence, qui prévoit des majorations de 50 et 100 %.

4 La commission de la Justice de l'Assemblée Nationale a admis comme base des nouveaux prix 2.500 francs par pièce comportant « au moins une fenêtre » (merci quand même) ; cette base peut être multipliée par 2,5 — c'est-à-dire être portée à 6.250 francs par pièce. Elle a prévu, également, de nous faire avaler cette mauvaise pilule progressivement « par paliers ».

Tout le monde est d'accord pour nous augmenter, au Parlement.

D'anciens P. G. et leur famille expulsés

Sans abri, ils voulaient occuper deux immeubles

L'ordre doit régner dans notre pays, ne le saviez-vous pas ? L'ordre républicain bien sûr. C'est pourquoi, lorsqu'une vingtaine de ménages d'anciens prisonniers de guerre entendent s'installer dans ces deux immeubles de Suresnes nouvellement reconstruits, ils sont chassés *manu-militari*. Il n'a pas fallu moins de cent policiers.

Monnet, vice-président des anciens P.G. de Suresnes, dont nous approuvons ici l'initiative, s'était renseigné. Dans ces deux immeubles qui remplacent les pavillons détruits en 1942 par un bombardement, Monnet savait que vingt appartements, sur les quarante-huit, ne seraient pas réintégrés par les familles sinistrées. Et les vingt anciens P.G. croyaient voir enfin terminée cette vie de parias, entassés dans des taudis, luttant avec la pluie et le froid. Ils pensaient avoir enfin un toit. Hélas !

L'ordre républicain doit régner ! Ils ont tous fini la nuit au poste de police.

Un haut fonctionnaire de la préfecture s'est spécialement dérangé pour les sermonner.

Sans doute leur a-t-il dit :

« Mes amis ! Je vous comprends, mais pensez donc... justement en ce moment où tous les pays réunis à l'Exposition de l'Urbanisme et de l'Habitation ont les yeux fixés sur la France, il faut garder sa dignité. »

80 millions ont été engloutis dans cette Exposition qui se tient actuellement à Paris. 80 millions qui, utilement dépensés, n'auraient certes pas redonné un logement à tous les sans-abri, mais auraient pu apporter un toit à quelques-unes des familles sinistrées.

Mais il faut songer au prestige de la France... et puis, après tout, n'est-ce pas les contribuables qui paient ?

LE GOUVERNEMENT S'ASSOCIE A LA DEPORTATION DE 4.500 JUIFS

En 1941, un navire chargé de Juifs — le « Struma » — fuyait l'Europe. Il tentait d'aborder en Palestine. Les Anglais s'y opposèrent. Pendant des mois, le navire fantôme erra en Méditerranée, rejeté de partout, ravagé par les épidémies. Des centaines de passagers périrent de faim et de maladie. Les autres se suicidèrent.

Les temps du « Struma » sont revenus. L'« Exodus-47 » emportait vers Haïfa 4.500 rescapés des fours crématoires. La marine anglaise vient de l'arraisonner. Enfermés dans trois BATEAUX-CAGES, les 4.500 passagers sont conduits sous escorte à Villefranche-sur-mer, d'où ils s'embarquaient il y a quelques jours avec de faux passeports pour la Colombie.

Un accord passé en mai dernier entre le gouvernement français et anglais permet aujourd'hui à la Royal-Navy de les ramener à Villefranche.

Arguant du droit international, le gouvernement français s'apprête à les expédier vers la Colombie. Une récente déclaration du gouvernement colombien ne laisse pas de doute sur le sort qui les attend. A nouveau rejetés par la Colombie, ils seront condamnés à errer sur les mers.

Ce mercredi après-midi, nous attendions que le Conseil des ministres fasse connaître sa décision. Le communiqué est muet. On sait seulement qu'à Rambouillet, ces messieurs ont bien déjeuné et qu'Auriol ne ratera pas sa partie de pêche.

Ignominie de ceux qui se couvrent du titre de socialistes et ont plein la gorge du « respect de la personne humaine ».

Nous n'en appelons certes pas aux « traditions séculaires » de la France. Ces traditions comportent Gurs et Argelès, l'internement des combattants antifascistes espagnols en 1938 et celui, l'année suivante, des Allemands antinazis que Pétain devait remettre entre les mains de la Gestapo.

C'est à la conscience ouvrière française que nous en appelons. Allons-nous laisser continuer l'infamie ? Le gouvernement de ce pays saisit les armes des sionistes, bloque les bateaux d'émigrants juifs à Bayonne et prépare une déportation à ceux de l'Exodus. Ce sont là les mêmes services qu'on te rend dans la « famille occidentale ».

« Le Populaire », « L'Humanité » se taisent honteusement. Mais la classe ouvrière ne peut rester passive. Elle ne peut laisser se commettre un nouveau crime sur la personne de 4.500 survivants des massacres nazis.

Avec nous, communistes internationalistes, qu'elle exige LE DROIT D'ASILE pour les émigrants de l'Exodus, comme pour toutes les « personnes déplacées » qui croupissent encore dans les camps de concentration d'Allemagne et d'ailleurs.

Tous doivent poser la question qui s'impose, à leurs partis, à leurs syndicats, à la Fédération syndicale mondiale : ALLONS-NOUS LAISSER FAIRE CELA ? Une campagne ouvrière internationale peut l'empêcher et ouvrir les portes de chaque pays à ceux pour qui la planète est sans visa.

R. VALENSI.

■ ■

Il existe une puissante « Ligue américaine pour la Palestine libre », dont de nombreux sénateurs américains sont membres. Elle mène campagne pour l'émigration juive en Palestine.

Que va-t-elle faire devant la tragédie de l'*Exodus-47* ? C'est le moment pour elle, de réclamer l'ouverture des portes des Etats-Unis. Car il serait un peu fort de proclamer sa sympathie pour le peuple juif, tout en laissant les Juifs de l'*Exodus* périr sur mer.

Les accords C.N.P.F.-C.G.T. ou...

...Quand Jouhaux serre la main à Villiers avec la bénédiction de Frachon

CETTE magnifique photographie, déjà reproduite par de nombreux journaux, sur laquelle M. Villiers, président du C.N.P.F., et Léon Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., échangent une poignée de main sous l'œil attendri de Benoit Frachon, a son histoire, dont vous goûterez tout le sel. La voici : à l'issue de cette réunion fameuse, où le C.N.P.F. et la C.G.T. « tombèrent d'accord sur les principes essentiels », un photographe, enhardi par le ton « optimiste » des déclarations, alla jusqu'à demander aux chefs de délégations un « shake-hands » symbolique. Georges Villiers fit, le premier, le geste désiré, tandis que Benoit Frachon avançait la main. Survenant à cet instant, Léon Jouhaux s'empara de la main patronale, en bougonnant quelque chose comme « Allons-y » et la secoua vigoureusement, prenant ainsi Frachon de vitesse.

Cette compétition n'est-elle pas elle aussi, particulièrement symbolique ? Assurément Léon Jouhaux devait l'emporter d'une bonne longueur, lui dont la carrière de traître à la classe ouvrière comporte des dizaines d'années de plus que celle de son collègue communiste-français.

Mais le sourire de Frachon en dit long, lui aussi. Jouhaux peut bien être plus empressé, il n'en demeure pas moins que les staliniens dont Benoît Frachon est le chef de file, tiennent solidement en mains la C.G.T., qu'ils appliquent leur politique. Et celle-ci consiste à tendre la main aux patrons.

« Apaisement social », mon noble souci

Cette entreprise de collaboration de classes se fait sous le signe de « l'apaisement social ».

Ce n'est pas le fruit du hasard, si elle intervient au moment où la vague revendicative se termine. Les bonzes sont parvenus à briser, à morceler, à conduire dans l'impasse, la combattivité ouvrière

Mais cela ne saurait suffire aux bonzes. Ils mettent à profit le temps des vacances pour engager l'avenir. Ils créent des commissions pour cela et le communiqué qu'ils signent avec le patronat déclare : *Les deux parties* (C.N.P.F. et C.G.T.) *invitent leurs adhérents à régler rapidement et dans un esprit de conciliation les conflits en cours sur les questions de salaires.*

Pétain n'aurait pas rêvé mieux et il n'aurait rien dit d'autre que ces paroles :

Il sortira des conversations C.N.P.F.-C.G.T. un climat d'apaisement social dont nous avons bien besoin pour le redressement du pays. Cette déclaration, malheureusement n'est pas extraite du préambule de la Charte, mais de la conclusion du discours prononcé par Bothereau au congrès des instituteurs.

Le renaissance française, selon St Benoit

Il faut, déclarent donc ces messieurs, créer un climat de paix sociale pour la renaissance française. Et de préciser :

Les deux parties reconnaissent d'abord qu'il faut mettre fin au désordre, générateur de conflits, qui règne dans le domaine des salaires et des prix et développer la production de la productivité dans toutes les branches de l'économie.

Il faut, ajoutent-ils, *établir des rapports normaux entre les grandes organisations ouvrières et patronales, défendre la France*, instaurer *une action commune pour défendre les industries et leur assurer les ressources indispensables...*

Par dessus bord le programme de nationalisations, de contrôle de la C.G.T. et tout ce qui pouvait encore ressembler à des mesures socialistes !

L'accord établit tout crûment qu'il s'agit de défendre, de faire prospérer, d'assainir le capitalisme français. En échange, si les ouvriers sont bien gentils et si le capitalisme français se relève, les travailleurs auront droit à quelques miettes. Peut-être.

Le plan ainsi s'ordonne : plus de grèves, procédure directe de conciliation, relèvement du capitalisme français, et... en un mot : collaboration des classes sur toute la ligne.

Bilan d'une trahison

Que peuvent bien poser, au regard de cette trahison, les quelques avantages consentis en principe (pour la pratique, on verra...). Remise en ordre des salaires ? Mais les ouvriers savent bien que rien ne sera réglé tant que leurs augmentations seront mangées par la hausse des prix ; ils savent qu'il est illusoire de demander aux patrons ou au gouvernement bourgeois de contrôler des prix dont la fixation demeure en définitive aux mains des capitalistes.

Cette soi-disant augmentation des salaires qui se mesure selon les chiffres fournis jusqu'ici à deux francs de l'heure d'augmentation réelle, n'est donc que la pièce de deux sous jetée à la classe ouvrière dans l'espoir qu'elle se tienne tranquille avec cela.

Pendant ce temps, le parti communiste français, qui n'a pas réussi sa rentrée dans le gouvernement, espère se « faire reconnaitre » par l a bourgeoisie française en vendant à l'ancan les droits des ouvriers.

Piètre tactique.

Parce qu'un redressement du capitalisme français qui ne saurait être que précaire et s'effectuant dans le cadre d'une soumission aux Etats-Unis, signifiera que les ouvriers se saigneront à blanc en vain, que de toutes façons les crises et les guerres, la famine et les tortures sont le lot du régime capitaliste, que la bourgeoisie française, quelles que soient les astuces de Benoît Frachon, se retrouvera, en définitive, dans le camps anglo-saxon et que la grande idée tactique du P.C.F., faire passer le capitalisme français du côté de l'U.R.S.S. en sacrifiant les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière est fausse depuis A jusqu'à Z.

En attendant les ouvriers regardent et s'étonnent, ils entendent ce langage de trahison et comprennent... Ils comprennent qu'il faut balayer de la C.G.T. les Jouhaux et les Frachons à tous les échelons.

Jean le Prolo a été tondu, calomnié et berné. Pourtant les Monmousseau et les Frachon auraient tort de croire qu'ils pourront longtemps vivre sur une réputation d'adversaires du capitalisme qu'ils ont acquise il y vingt-cinq ans et qu'ils piétinent consciencieusement.

J. SOUDRAN.

Le label de la C.G.T. porte deux mains d'ouvriers qui se serrent, symbole de l'unité d'action des travailleurs.

Jouhaux et Frachon, eux, serrent la main des patrons et divisent la classe ouvrière. Cette poignée de main symbolise la collaboration des classes.

Tanguy-Prigent confirme : Pas d'amélioration proche pour le pain

Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, vient de confirmer ce que La Vérité *disait la semaine dernière : « Malgré l'augmentation prévue, le pain restera de mauvaise qualité. »*

Le ministre a indiqué qu'il ne fallait pas s'attendre à une amélioration avant 1949.

Ainsi se trouvent coupées les ailes à la démagogie : « Voulez-vous du pain blanc en payant plus cher ? » Plus cher, le pain ne sera pas plus blanc.

Lire en page 2
MATIGNON et MAQUIGNONS ancien et nouveau style

PRÉPARATIFS DE CONGRÈS A LA S.F.I.O.

TENTATIVES DE MAQUILLAGE

UN mirage trompe encore certains travailleurs socialistes. Contre toute vraisemblance, ils espèrent toujours un redressement de la S. F. I. O. : « Il y a un tel mécontentement à la base contre Ramadier ! », disent-ils. Mais c'est oublier la leçon prodiguée par la soi-disant gauche. Depuis un an qu'elle a pris la direction, elle a montré qu'elle ne reculait devant aucune capitulation.

A la veille du congrès, Pivert et ses amis font retentir les cymbales « révolutionnaires ». Ils se prononcent contre tout gouvernement de collaboration. Mais leur texte « révolutionnaire » laisse déjà apparaître le bout de l'oreille réformiste : il fait l'apologie du gouvernement Blum, « gouvernement socialiste homogène ». Ils font semblant d'oublier l'unanimité sans équivoque avec laquelle la réaction l'avait soutenu, comme le seul moyen de débarquer sans douleur les communistes français. Ils font semblant d'oublier sa politique, la guerre d'Indochine, l'amorçage du bloc occidental, et la tromperie de la politique de baisse. Gérant loyal du capitalisme, Blum a rempli son rôle de laquais. Et c'est ce laquais de l'ennemi à qui Marceau Pivert dresse l'auréole du saint socialiste. Cela même est significatif : la « gauche » continue.

De leur côté les Daniel Mayer, Le Troquer et autres Provost — la droite et l'extrême-droite du parti — sont prêts pour l'unanimité. Ils ont voté le rapport moral de Guy Mollet. Et pourquoi ne l'auraient-ils pas voté, puisque jamais la droite n'avait eu les mains plus libres au sein du parti socialiste ? Si c'est absolument nécessaire, après un simulacre de combat épique ; ils sont prêts à sacrifier Ramadier. Qu'est-ce que ça peut leur coûter ? Ramadier serait sacrifié en bouc émissaire, comme écrit « Le Drapeau Rouge », sur l'autel de l'unité du parti, avec Guy Mollet pour grand prêtre.

On veut donner aux travailleurs socialistes l'impression d'un « redressement » de leur parti. Un redressement qui ne coûterait pas cher à la droite. Ramadier sacrifié, le ramadiérisme continuerait sans la houlette d'un quelconque Depreux, avec la bénédiction de Guy Mollet et de Marceau Pivert.

Effectivement, Marceau Pivert n'attend même pas le congrès pour préparer la traditionnelle motion nègre-blanc. Dès maintenant il abandonne son texte « révolutionnaire » et signe une motion commune avec le « centre droit » du parti, nommément avec Gazier, représentant de Philip et Cie. Et, du même coup, il passe par dessus bord les « amis » compromettants de l'extrême-gauche, comme il faisait exclure hier l'organisation révolutionnaire des jeunesse socialistes.

Ainsi, la « gauche » pivertiste se démasque une fois de plus comme le laquais des laquais réformistes. Son rôle est de maquiller tant bien que mal la vieille dame social-démocrate pour son métier de fille soumise du capitalisme. Les travailleurs socialistes honnêtes ne s'y tromperont pas. Ils comprendront qu'ils n'ont rien de commun avec cette cuisine nauséabonde. Ils laisseront les laquais se débrouiller entre eux. Ils rompront avec la social-démocratie, comme ont fait déjà les jeunes socialistes. Ils prépareront le regroupement de tous les révolutionnaires au sein d'un solide parti d'avant-garde.

Tel est le sens de l'appel qu'adresse notre comité central aux militants révolutionnaires du Parti socialiste, comme à ceux des Jeunesses socialistes et du Parti communiste français.

Y. CRAIPEAU.

Peintes Rouges

Les libéro-dirigistes

Il est interdit de mettre en circulation les films trop anciens. Une date limite est fixée. Ceci afin que la production récente ait priorité dans les salles, au dépens des bandes périmées et amorties depuis longtemps.

Seulement, cette manifestation du dirigisme gouvernemental se heurte à la situation due au libre-échangisme Blum-Byrnes. Des maisons françaises d'importation achètent pour une bouchée de pain des vieux surplus américains. On retape, on coupe, date et met à la mode, on double. Le tour est joué, le cochon de payant aussi.

C'est ainsi qu'on distribue le Cavalier Miracle, vétuste Western des années 1930. Une autre maison a racheté d'archaïques Laurel et Hardy, et, après refonte et remontage, les offre aux chers spectateurs portés sur le comique en exclusivité !

Peu de frais, gros profits. Naturellement, Philip, l'incorruptible dirigiste, ferme les yeux... Puisque le cher Schuman ouvre les mains... et que les accords sont, après tout, du chef d'orchestre libéral-dirigiste, le grand Léon Blum.

Question très précise à M. Lacoste, ministre socialiste de la Production industrielle

Les sympathies de certains dirigeants « socialistes » pour le gaullisme ne sont plus un secret, même pour l'hebdomadaire Une semaine dans le Monde *qui indique trois ministres, dans un de ses échos.*

A ce propos, est-il exact qu'un hôtel particulier du ministère de la Production industrielle, situé 5, rue de Solférino, juste — comme par hasard — entre la Chambre des députés et le ministère de la Guerre, soit déréquisitionné pour devenir — toujours par hasard — la Permanence centrale du R.P.F., où siégera le « grand Charles » soi-même ?

M. Lacoste est bien placé pour nous répondre, nous n'en doutons pas.

Voyages d'affaires

La dame Peron défraye la chronique parisienne. On ne nous a pas encore dit lequel de nos ministres a été chargé de lui faire connaître le « gay Paris » et « Montmartre to night ». Mais on sait déjà que M. Bidault a tenu à l'accueillir personnellement à son arrivée au Bourget. Et que l'épouse du « Franco » argentin a reçu de Vincent Auriol les honneurs de la table, avec Ramadier comme convive.

La S.F.I.O. rivalise de galanterie avec le Pape et Franco. Dans l'espoir que les amis de son mari voudront bien nous inscrire parmi leurs clients.

Nous n'y avions pas songé

M. Paul Coste-Floret est ministre de la Défense Nationale. Malgré son allure de notaire de province, il s'est parfaitement assimilé le rôle et vient même d'atteindre une manière de perfection dans la logique militaire.

Vous croyiez peut-être, en effet, que la réduction du temps de service militaire pouvait amener des économies. C'est que vous n'y entendez goutte...

« Plus le service militaire est court, plus la dépense est grande », vient de déclarer M. Coste-Floret, qui se prononce résolument pour le service de dix-huit mois. Cela « exigera des jeunes Français des sacrifices nouveaux, explique le ministre, fin psychologue, mais sera en revanche (sic) une source d'économies. »

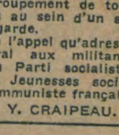
Encore une nouvelle politique financière ?

La thèse de M. Coste-Floret est très solide, quand on y pense. En temps de mobilisation générale illimitée, vous l'avez sûrement remarqué, il n'est pas question de déficit budgétaire. On trouve aisément les milliards nécessaires à la fabrication des engins de mort et à l'entretien des armées. Les souscripteurs d'emprunts se pressent aux guichets. Tout va bien.

Tandis qu'en temps de paix, même relative, ce sacré budget n'arrive jamais à se boucler.

Nous ne serions donc pas étonnés que M. Schuman, collègue et ami de M. Coste-Floret, et le Gouvernement tout entier, approfondissent actuellement les conceptions de leur ami et collègue. Et qu'ils songent sérieusement à nous remobiliser tous. A ce moment, on peut en être sûr, la « nation » sera entièrement soulagée des charges que lui impose le service à trop court terme.

ON LIBÈRE LES FASCISTES



Nous écrivions, la semaine dernière : « On passe sous silence le rôle de Jacques Robert, directeur des services des champagnes Mercier, financier du complot ». Nous écrivions aussi : « Chacun sait que les juges d'instruction possèdent l'art des mises en liberté provisoire ». Une fois de plus, « La Vérité » avait raison. Car le juge Lévy vient de mettre Jacques Robert en liberté provisoire. Il a aussi relâché Chauvel contre 25.000 francs de caution. Celui-ci est, en effet, fils du secrétaire général de Bidault. Travailleurs ! contre les fascistes, défendons-nous nous-mêmes.

LENDEMAIN DE CONGRÈS au syndicat des instituteurs

JUILLET 1946. Congrès de Grenoble. Après un exposé sérieux de Duthel et une intervention admirable d'une déléguée de la Seine, M. Costentan, les trois-quarts des représentants des sections votent d'enthousiasme une motion pour l'échelle mobile. L'unanimité se réalise sur une motion pour le reclassement prévoyant la grève.

JUILLET 1947. — Rien n'a été fait par le bureau pour appliquer la première motion. Quant au reclassement, un maigre acompte a permis de remettre l'action décisive de trimestre en trimestre. Le pouvoir d'achat des instituteurs se trouve ainsi plus faible que l'an dernier.

Pourtant, il n'y eut que la minorité syndicaliste révolutionnaire (ECOLE EMANCIPEE) pour développer une position conséquente, condamner l'activité passée et définir une nouvelle orientation.

Congrès et lendemains de Congrès

VALIERE tout d'abord, membre du bureau du S.N., a indiqué son désaccord avec ses camarades majoritaires.

« *Vous ne pouvez pas avoir déjà oublié*, dit-il, *la décision du dernier Congrès de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires : grève générale illimitée si, le 10 juillet, la réponse du gouvernement n'était pas satisfaisante. Ça, c'est le Congrès. Et puis il y a eu les lendemains de congrès et nous n'avons eu ni la réponse satisfaisante ni la grève.* »

C.G.T. : colosse aux pieds d'argile

CARREZ (Doubs) attirait l'attention des congressistes sur le fait que garantie d'efficacité du mouvement syndical : « *Sans doute, la C.G.T. est-elle puissante par le nombre de ses adhérents et son rayonnement. Sans doute apparaît-elle comme un colosse dont le poids pourrait être déterminant dans la bataille sociale. Mais il ne faudrait pas que ce soit un colosse aux pieds d'argile et, qu'après la C.G.T. numériquement puissante de 1936-1937 et qui s'est effondrée, nous connaissions, parce qu'on ferait les mêmes fautes, la même fragilité sous l'apparence de la force.* »

L'échelle mobile seule solution

BOSSUT (Seine) centre son intervention sur l'Echelle Mobile. Après une analyse de la politique des salaires et des prix suivie au cours de l'année, il déclare :

« *La politique de blocage des salaires a fait faillite. Les déblocages de salaires fractionnés à des périodes plus ou moins espacées contraignent la classe ouvrière à des luttes continuelles épuisantes qui fatiguent l'opinion publique et la classe ouvrière elle-même.*

» *Les hausses des salaires marquent chaque fois un recul sensible par rapport à la hausse effective du coût de la vie. C'est pourquoi seule l'échelle mobile pourra apporter une solution à cette désastreuse situation.* »

Collaboration de classe ou action revendicatrice

SARDA (Vaucluse) établit le bilan négatif de l'action du Bureau du Syndicat tandis qu'ISSARTEL (Ardèche) montre que la majorité du bureau du S.N. a, en fait, appliqué l'orientation de la minorité stalinienne. Les deux courants réformistes se sont trouvés d'accord pour mener une politique d'atermoiements, de comédies parlementaires de collaboration de classe dont VIDALENCHE (Rhône) voit le symbole dans cette photo publiée par les journaux : le président du syndicat patronal serrant la main de Jouhaux sous l'œil attendri de Frachon.

DARBOUT.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE SE MOQUE DES OUVRIERS AGRICOLES

Lundi matin les ouvriers agricoles de 15 communes du sud de l'Eure-et-Loir ont cessé le travail pour protester contre la lenteur de l'arbitrage ministériel devant fixer leur salaire.

Mercredi l'arrêté était rendu, mais au lieu des augmentations escomptées, les ouvriers se trouvaient en présence de diminutions pour certaines catégories.

A l'heure où nous écrivons, le mouvement s'est étendu aux départements du Loiret et de Seine-et-Marne.

Pas de salaire, pas de travail. Les patrons et le gouvernement qui ont refusé le minimum vital indispensable aux ouvriers agricoles compromettent la moisson. 3.000 grévistes de la Beauce et de la Brie en ont assez de travailler pour des salaires de famine. Et ils ont raison.

Matignon et les Maquignons
ancien et nouveau style

EN juin 1936, l'affaire était claire. Le patronat suait de peur et Léon Blum déclarait à ce sujet, devant la cour de Riom :

Je vous assure qu'à ce moment-là (Les usines étant occupées : N. D. L. R.) il n'était pas question de diminuer l'importance du mouvement. Si vous aviez vu le visage des hommes avec qui je discutais ce soir-là (la délégation patronale : N. D. L. R.), vous ne penseriez pas... que ce mouvement n'était rien et qu'il aurait suffi d'un peu d'énergie, d'autorité ou de poigne pour faire rentrer cette « racaille » dans l'ordre. Non !

Les marchands de tapis.

En juin 1947, la situation était sinon identique, du moins analogue. C'est à grand'peine que les bonzes cégétistes parvinrent, non à étouffer le mouvement, mais à le morceller et à l'étaler sur une longue période suivant en cela la tactique exposée il y a onze ans par les représentants de la C. G. T. au patronat en ces termes lors des pourparlers de Matignon en juin 36 : « Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. » (1)

C'était Jouhaux et c'est Frachon, mais la tactique de trahison est restée la même. L'apaisement social, tel était et tel est le but des entretiens. Il faut entendre par là l'octroi d'un répit qui permet au capital de se reprendre et de briser l'offensive prolétarienne.

Tels sont les traits communs entre les deux périodes : même peur de la classe ouvrière, même tactique de négociations pour la détourner, la rendre impuissante, la vaincre.

Mais là s'arrêtent les analogies.

Opérations à chaud ou à froid

En juin 36, les négociations eurent lieu sous la menace grandiose des occupations d'usines.

« On ne demandait qu'une chose aux Chambres, note Léon Blum avec cynisme : aller vite, voter vite, afin de liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée, non pas de révolutionnaire, mais de quasi révolutionnaire et qui l'était en effet. »

On croira sans peine que rien n'est plus retoutable pour Léon Blum qu'une situation « quasi-révolutionnaire ». Sous la menace ouvrière, l'opération se fit à chaud. On bouscula toutes les procédures, les bavards parlementaires avalèrent leurs discours car la rude voix des travailleurs résonnait.

Quand cesse le combat...

La différence des résultats reflète d'ailleurs la différence des circonstances.

En juin 36, affolée par la menace, la bourgeoisie paya le prix fort : elle lâcha les 40 heures, les congés payés, des augmentations de salaires qui faisaient dire au patron Lambert-Ribot : « Quand les ouvriers de France ont-ils jamais eu une telle augmentation de salaires ? »

Mais, aujourd'hui, les luttes ont, provisoirement, cessé. Quand cesse le combat, le patronat reprend ses esprits. Aussi le voit-on ergoter, lâcher des avantages dérisoires (extension de la prime de la métallurgie à d'autres corporations), assurer ses arrières (en faisant admettre le principe d'une « mise en ordre » des prix), etc... Il espère obtenir « la paix sociale » à meilleur compte. Et il le peut, car la classe ouvrière n'occupe plus les usines.

Quelle leçon riche d'enseignements pour les ouvriers révolutionnaires et aussi quelle marque d'infamie pour ceux qui profitent des temps morts de la lutte pour accomplir leurs basses œuvres.

Le jeu patronal

Des différences notables peuvent encore être relevées entre les accords Matignon et les pourparlers récents.

Alors il s'agissait d'une seule chose : « La contre-partie (des accords), c'était l'évacuation des usines » avouait Léon Blum à la Cour de Riom, qui déclarait plus loin : « Il n'y a aucun doute qu'à partir de Matignon la décrudescence ait commencé. Il y avait un million de gréviste à ce moment, et trois semaines après 100.000 ». Sans doute le patronat savait que la grève finie, il pourrait reprendre économiquement et politiquement la situation en mains.

Mais les accords Matignon proprement dits ne comportaient qu'une clause en compensation des 40 heures, congés payés, augmentation de salaires, etc. = « évacuation des usines ».

La situation est aujourd'hui tout autre. Comme nous l'indiquions dans un autre article de ce journal, en échange des maigres avantages qui seront peut-être concédés, c'est un renflouement total du capitalisme français auquel la C.G.T. s'engage au nom de « la renaissance », du relèvement du pays » et autres mensonges écœurants.

La trahison a fait son chemin depuis juin 1936.

Pourparlers directs ou arbitrage ?

Elle a fait aussi son chemin en ce qui concerne les méthodes. En juin 1936, l'Etat bourgeois, dirigé pour la première fois par un socialiste dut intervenir de tout son poids pour amener des pourparlers entre le patronat, qui les demandait dans son affolement, et la C. G. T. qui fut invitée à négocier.

Le crime fut d'accepter d'y aller, de négocier, même sur des revendications aussi importantes que les 40 h., etc... quand la force ouvrière était grosse d'une révolution, de ne pousser le mouvement à la victoire, de ne pas comprendre (ou de le feindre) que le patronat lancerait son offensive sitôt la grève apaisée. Et l'on a bien vu à quoi cela aboutit.

Aujourd'hui, la C. G. T. prend les devants ; elle se vautre dans la collaboration de classe. Elle théorise sa trahison, la signe, la commente, s'en pare et la donne en exemple.

Nous savons bien, certes, que tout cela se veut habile. Il s'agit aussi pour le P.C.F. de faire un croche-pied à Ramadier en négociant par dessus sa tête, avec les patrons.

Mais l'on ne sait ce que l'on doit mépriser le plus de la bêtise ou de l'imprudence des traîtres. Même sur ce terrain le calcul est stupide. Le C.N.P.F. s'était engagé, DEPUIS LE DEBUT DE JUILLET, à remettre en définitive le soin de trancher au gouvernement.

Si l'on devait donc résumer cette comparaison entre les accords Matignon et les pourparlers actuels entre la C.G.T. et le S.N.P.F., une seule phrase y suffirait : « Juillet 47 marque sur juin 36 un progrès notable... dans les méthodes et les objectifs de trahison ».

Mais il faudrait pourtant ajouter encore un mot : en cette affaire le bureau de la C.G.T. assume entièrement, sous la direction des staliniens, la responsabilité que Léon Blum avait acceptée en juin 1936.

Ceci n'enlève rien au déshonneur du leader S.F.I.O., cent fois traître au socialisme, mais ceci jauge la friponnerie des bonzes qui mènent la C.G.T. à la défaite.

J. S.

(1) Léon Blum au procès de Riom.

QUE VEULENT LES ALGÉRIENS ?

UNE CONSTITUANTE SOUVERAINE

L'ASSEMBLEE NATIONALE va aborder la discussion d'un nouveau statut de l'Algérie. Des différents projets en présence, que peuvent attendre les masses exploitées d'Algérie ?

Le Gouvernement propose de maintenir l'assimilation à des des départements français, avec une « Assemblée algérienne », composée à parts égales de représentants des Français et des Algériens, et sans aucun pouvoir réel.

Les socialistes proposent de considérer l'Algérie comme une « collectivité territoriale au sein de l'Union française », avec un ministre de l'Algérie qui possède, en fait, tout le pouvoir politique et administratif et peut même *dissoudre* l'Assemblée algérienne.

Les staliniens, de leur côté, apportent quelques nuances : « Territoire associé au sein de l'Union française », disent-ils. Mais, dans leur système, 10 millions d'Arabes auraient une représentation égale à celle d'un million d'Européens.

Tous ces projets recouvrent une seule et même réalité : la prolongation de l'oppression coloniale.

Fidèles au principe ouvrier de la liberté des peuples à disposer de leur sort, nous réclamons ici, pour le peuple algérien, le droit à déterminer librement le régime politique qu'il désire.

Libres élections à suffrage direct et égal, pour une Constituante algérienne souveraine.

Une résolution du « Mouvement des libertés démocratiques »

A l'issue du premier congrès fédéral du Mouvement du triomphe des libertés démocratiques, qui s'est tenu au siège central de la Fédération d'Oranie, le dimanche 13 juillet 1947, à Oran, les délégués des différentes sections d'Oranie ont adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Au moment où tous les peuples coloniaux aspirent à la pleine jouissance de leurs droits nationaux dans le cadre de leur souveraineté propre, l'impérialisme français, toujours guidé, par son esprit de conquête continue à faire fi de leur volonté de vouloir vivre libre. »

« Et c'est pourquoi le M.T.L.D.

PROTESTE avec force contre la politique dictatoriale du colonialisme français, politique caractérisée par l'arbitraire, l'oppression et la servitude ;

S'ELEVE contre le maintien de l'interdiction à Messali Hadj, leader national incontesté du peuple algérien, de résider dans les principales villes d'Algérie ;

SE DRESSE contre la mesure gouvernementale qui dénie injustement aux mouvements de libération et notamment au Parti du peuple algérien le droit d'expression et de réunion ;

MET EN GARDE le peuple algérien contre la provocation armée, dont les colonialistes usent pour perpétrer leur honteuse domination sur des peuples qu'ils pressurent odieusement ;

SE SOLIDARISE avec tous les mouvements en lutte pour leur affranchissement total du joug impérialiste abhorré ;

ADRESSE sa sympathie agissante aux leaders nationaux nord-africains et aux députés malgaches arbitrairement arrêtés en dépit de l'immunité parlementaire dont jouissent par contre les pires ennemis de la démocratie ;

PRECHE l'union de tous les Algériens pour arracher ensemble une Constituante algérienne souveraine, seule formule qui soit acceptable parce qu'elle, seule, s'inspire du plus pur esprit démocratique ;

REPOUSSE énergiquement tous les projets de statut, parce qu'il ne reconnait à aucun le droit de légiférer pour le peuple algérien ;

FAIT ENTIERE confiance à ses députés pour être les interprêtes fidèles des aspirations de la nation algérienne renaissante.

(Voté à l'unanimité.)

Le Secrétaire fédéral,
SAHRAOUI.

REPRESSION ANTI-TROTSKYSTE EN BOLIVIE

En Bolivie, où le parti ouvrier révolutionnaire (Section bolivienne de la IVe Internationale) est représenté à la Chambre et au Sénat, et contrôle le plus puissant syndicat ouvrier du pays : celui des mineurs, le gouvernement vient d'arrêter plusieurs de nos camarades et d'interdire leur organe central « Lucha Obrera ».

Cette odieuse provocation qui tente, mais en vain, de décapiter et d'illégaliser le parti révolutionnaire, reflète la peur du gouvernement bourgeois devant le trotskysme qui vient de remporter une nouvelle victoire éclatante au congrès de mineurs de Colquiri.

Mais elle sera déjouée.

Nouvelle victoire de la « Justice » colonialiste

RASETA
député malgache est livré aux colons

C'EST un fait que les colonialistes viennent de remporter une nouvelle victoire à Madagascar. A force d'intimidation, ils ont contraint le gouvernement à capituler sur toute la ligne.

Que le « procès » qui s'ouvrira à Madagascar le 22 juin ne puisse être qu'une vaste comédie, cela ne fait guère de doute. Il ne s'agit pas de « juger », mais de condamner. Toute l'instruction s'est effectuée en dehors même de la légalité et des garanties « démocratiques » assurées par la Constitution.

Il ne peut en être autrement pour le procès lui-même. Il existait un seul moyen, non pas de faire la « justice », mais de permettre que ce procès apporte quelque lumière sur l'affaire de Madagascar, c'était qu'il se déroule dans la métropole. A aucun prix, ceux qui veulent l'étouffement ne pouvaient le tolérer. Les grandes organisations politiques et syndicales de la métropole n'ont RIEN fait pour imposer une telle solution. Elles n'ont même pas protesté contre la livraison aux colons de Raseta.

De plus, les députés d'outre-mer ont laissé faire leurs collègues métropolitains « démocratiques ». TOUT CELA SE PAIERA UN JOUR, car il est bien évident que l'importante victoire remportée par les réactionnaires de tout poil contre les garanties démocratiques, ils l'exploiteront bientôt contre d'autres parlementaires d'outre-mer, avant de s'attaquer aux organisations et aux élus des partis qui se réclament de la classe ouvrière. La LACHETE NE PAIE JAMAIS.

Une seule leçon positive sera retenue par les peuples coloniaux : les pseudo-réformes démocratiques qu'on leur a offertes n'ont d'autre but que de les maintenir sous un esclavage de forme « plus moderne ».

Au secours du peuple grec

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Ah ! s'il s'agissait d'un Ferenc Nagy, d'un Maniu ou de réactionnaires du même acabit !

Mais comment Marshall et son gouvernement trouveraient-ils « quelque chose à redire » à la terreur antiouvrière qui sévit en Grèce, puisque ce sont eux-mêmes qui financent cette terreur ?

En mai dernier, le rapport de la mission américaine en Grèce avouait :

Derrière la phraséologie démocratique, voire « internationaliste », telle est, prise sur le vif, la réalité du plan Marshall, de ce plan « ACCUEILLI AVEC ENTHOUSIASME » par le gouvernement de Ramadier-la-Misère et ses semblables « OCCIDENTAUX », de ce plan dont l'exécution est confiée à William Clayton, secrétaire d'Etat américain aux Affaires économiques, le diplomate milliardaire qui contrôle

1944 : *IVRY, VARKIZA... Des montagnes d'armes rendues par les staliniens grecs au gouvernement fasciste, manquent aujourd'hui aux partisans. Les armes que Thorez a fait rendre au gouvernement de de Gaulle par les F.T.P. nous manqueront aussi demain.*

« LES RESSOURCES DE LA GRECE SONT TELLEMENT LIMITEES QU'ELLE NE PEUT ENTRETENIR SEULE SES 150.000 SOLDATS ET POLICIERS ». Ainsi les 181 millions de dollars (sur un budget total de 554 millions) que le gouvernement grec consacre à payer ses sbires ne sont, paraît-il, pas suffisants. Le Congrès américain — qui demande « LA CESSATION RAPIDE DE TOUT ENVOI DE SECOURS » en Roumanie, où règne la famine — y ajoute 300 millions de dollars.

à lui seul 14 % de l'immense production cotonnière des Etats-Unis.

« Tactique » criminelle

Pourtant, face aux dollars et aux camps de la mort, le peuple grec lutte héroïquement. L'offensive des partisans ne s'est pas arrêtée : ils viennent de prendre les villes de Mesahari, de Mouries et plusieurs villages. Les marins grecs stationnés en Angleterre viennent de se mettre en grève pour protester contre l'arrestation des leaders de leur syndicat.

Mais cette lutte n'a pas les chefs qu'elle mérite. Tous ceux, quels qu'ils soient, qui ont négligé de soutenir ou ont saboté le mouvement révolutionnaire de décembre 1944, portent une responsabilité écrasante dans la tragique situation actuelle. N'oublions pas que ce sont les staliniens grecs qui, en plein essor du mouvement, signèrent l'accord de Varkiza qui livra au gouvernement réactionnaire les armes qui manquent aujourd'hui aux partisans. Ils livrèrent même plus d'armes que cet accord ne l'exigeait : 50.000 fusils au lieu de 41.000. Depuis lors, ils n'ont pas cessé de rechercher un compromis sous la forme d' « union nationale » avec les partis pro-fascistes. Ils ont mendié la médiation du vieux renard libéral Sophoulis, et celui-ci vient de déclarer qu'il n'était nullement question de médiation.

Solidarité ! avec le peuple grec

Et comment se manifeste la solidarité internationale avec le peuple grec ? Le gouvernement de Tsaldaris et de Maximos avait fait grand bruit autour de l'entrée en action d'une soit-disant brigade internationale. Mensonge ; cette brigade n'existe pas. Et cela est bien regrettable, car si, comme l'écrit très justement André Marty dans l' « Humanité » du 20 juillet, la situation actuelle de la Grèce peut se comparer en tous points à celle de l'Espagne pendant la guerre civile, alors c'est bien une brigade internationale qu'il faudrait former.

La C.G.T. vient d'appeler à la constitution d'un comité d'aide au peuple grec. Notre parti souscrit sans réserves à un tel comité. D'ores et déjà nous appelons tous les travailleurs à faire voter dans leur usine, leur chantier, leur bureau, des protestations contre la terreur blanche des fascistes grecs, et à envoyer ces protestations à l'ambassade de Grèce, rue Auguste-Vacquerie, Paris-16e. Il faut organiser la solidarité AGISSANTE avec le peuple grec en lutte, et sans perdre un instant.

André REVEL.

POSTIERS ! Votre reclassement est lié au minimum vital

Les mouvements de grève qui ont éclaté dans les P.T.T. en gare de Lyon, à Paris 13, ou à la gare du Nord, sont bien des mouvements spontanés qui traduisent la désapprobation par les postiers de la position capitularde du Cartel des fonctionnaires et de la Fédération postale.

Depuis plusieurs semaines, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires, en déposant ses propositions sur l'acompte provisionnel, avait organisé l'agitation en décidant qu'elle ne capitulerait pas devant Ramadier, et, à cet effet, avait mis sur pied, de manière tout au moins spectaculaire, son dispositif de lutte, comités et piquets de grève. Aussi, tous nos camarades avaient-ils pris au sérieux tous ces mots d'ordre et étaient-ils prêts à l'action.

Mardi matin, 15 juillet, à l'annonce que le Cartel avait décidé de s'en remettre au parlement pour régler le conflit, l'impression fut nettement établie que nous étions roulés une fois de plus ; cela se confirma d'ailleurs par le vote unanime de la proposition Ramadier. En ce cas, nous n'avions plus à compter que sur nous-mêmes. C'est ainsi qu'à Paris XIIIe un vote à bulletin secret donna une majorité de 158 voix contre 81, et cela prouve quelle était la volonté de lutte à la base.

Ce mouvement, qui, pour réussir, devait s'élargir, s'étendit seulement à la gare du Nord et n'eut, de ce fait, qu'un caractère de protestation.

Quels étaient les objectifs ? Ceux du Cartel : 1.800 francs par mois à la base, avec rappel du 1er janvier, ce qui donne, pour 1947, 21.600 francs. Les dirigeants parlent à ce sujet de victoire à 50 % car Ramadier accorde pour les six derniers mois de 1947 un total de 10.500 francs. Ceci se traduit par une perte de 11.100 francs pour les petites catégories et, ce qui est grave pour l'avenir, par l'abandon du principe de la rétroactivité.

Les explications données par la Fédération postale ne peuvent justifier cette capitulation :

Les postiers, nous disait-on, ne devaient pas se battre pour le minimum vital, ils devaient réserver leurs forces pour la bataille du reclassement et par là des parités externes.

Mais le reclassement est lui-même conditionné par la victoire du minimum vital ; les petites catégories ne sauraient se battre pour un reclassement qui ne leur apporterait rien de positif, alors que les gros traitements seraient doublés (éventail de 1 à 8 net).

Le projet gouvernemental, dont on sait qu'il s'appuie sur la base de 84.000 pour Paris, s'exprime par un crédit de 130 milliards. Or, pour l'acompte des six mois, Ramadier n'en a accordé que 25 !

Le projet de l'U.G.F.F. s'appuie sur la base de 90.000, chiffre national. Si l'on envisage sérieusement d'engager la lutte sur cette base, croit-on, qu'à cette date future, le gouvernement se trouvera dans une meilleure situation financière et que la bataille s'engagera dans de meilleures conditions ?

La déception est grande à la base, mais que nos camarades ne se laissent pas détourner, il leur faut gagner la bataille du minimum vital qui est intimement liée à celle du reclassement. Pour cela, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes par la lutte. Cette lutte, ils doivent, dès aujourd'hui, l'organiser en opérant le regroupement des forces révolutionnaires à l'intérieur des organisations syndicales, sur la base même de l'action locale.

L'objectif n° 1 doit être la prise des directions syndicales en en chassant les éléments qui se sont révélés comme des incapables, des jaunes ou des briseurs de grève, et, en partant de là, imposer leur volonté d'un bout à l'autre de la hiérarchie syndicale. En un mot, organiser une direction de la lutte, c'est la condition essentielle de la victoire.

LEON TROTSKY — MA VIE

LEON TROTSKY
MA VIE
PRIX : 120 fr.
EDITIONS PIONNIERS
20, r. des Gds-Augustins, Paris-6e

REPRISE TÊTE BASSE CHEZ DELAHAYE

Une réunion avait été fixée au mardi matin 15 juillet. Un représentant de la Fédération des métaux était détaché pour nous exposer les résultats de l'entrevue du samedi 12, entre la direction patronale et les délégués du personnel.

Toute prime à la production ou augmentation horaire sont refusées. Seules sont accordées, pour les trois semaines de grève totale et les huit jours de grève perlée, une prime unique de mille francs et une indemnité allant de 1.150 francs à 1.900 francs. Ce résultat désastreux, l'orateur essaye de nous le faire accepter, comme une victoire, et il le déclare largement suffisant pour motiver une reprise du travail. La reprise ou la continuation de la grève sont mises aux voix et le personnel, lassé probablement d'une lutte qui, par son isolement, lui paraît vouée à l'insuccès, ou peut-être influencé par la façon de l'orateur, se décide à la majorité pour la reprise.

Voyons maintenant ce que le représentant de la Fédération des métaux appelle une victoire : le salaire de chaque membre du personnel reste le même que celui qu'il touchait avant le conflit ; par contre le salaire perdu pendant les trois semaines de grève peut se chiffrer au minimum à 6.000 francs et les indemnités qui doivent nous être allouées ne peuvent dépasser 2.900 francs. Total : 3.100 francs de perte dans les catégories les plus favorisées ; voilà le bilan d'une victoire. Il est aisé de comprendre le silence de l'Humanité.

LE PROCES VERGES

Le procès du jeune communiste Paul Vergès, accusé d'avoir abattu à la Réunion le candidat des gros colons, aura surtout servi à mettre en lumière les mœurs des colonialistes. Une prostituée, deux voleurs et un personnage jadis inculpé lui-même d'assassinat, voilà quels furent les vertueux témoins de l'accusation ! Quant à la victime, M. de Villeneuve, on apprend qu'un instant avant sa mort, il tapait à coups de bâton sur des femmes indigènes qui manifestaient. Vergès est-il ou non coupable ? Les coupables véritables des explosions de violence aux colonies, ce sont les requins qui exploitent cyniquement, d'un bout de l'année à l'autre, les travailleurs indigènes. Après avoir tiré la queue du chien, qu'ils ne s'étonnent pas d'être parfois mordus.

LE PLAN DE LA C.G.T. 2

Nous avons étudié la semaine dernière le problème des salariés et des prix industriels et agricoles, nous aborderons aujourd'hui la question de l'Equilibre budgétaire et de l'Assainissement monétaire qui constitue la partie décisive du programme.

Equilibre budgétaire et réforme fiscale

Le chapitre débute ainsi : « *Une amélioration durable du pouvoir d'achat des travailleurs exige que la monnaie ne soit plus détériorée par l'inflation et d'abord, par le déséquilibre du budget.* »

Tant mieux, se dit-on, nous voici enfin au cœur du problème, car il est évident que les revalorisations de salaires ne servent à rien, si la bourgeoisie reprend, grâce à la planche à billets, ce qu'elle est obligée d'accorder sous la menace des grèves.

Et l'on espère que les dirigeants de la C.G.T. vont proposer ici les solutions révolutionnaires qui s'imposent.

Mais il n'en est rien. Les propositions qui suivent ne peuvent vider l'abcès, elles tentent seulement de colmater les trop grosses fuites.

Prenons deux exemples :

Réduction des crédits militaires à 150 milliards

Pourquoi les réduire au lieu de les supprimer totalement ? Ne serait-ce pas la seule façon de rendre la paix aux peuples coloniaux et d'augmenter de 150 milliards la part des travailleurs ? Bien sûr que si. Mais cette orientation ne cadrerait plus alors avec la politique de l' « Union Française » défendue tant par Thorez que par Moutet.

Adoption et mise en route à dater du 1er janvier 1948 d'une réforme générale de la fiscalité

Constatons d'abord que nos bonzes syndicaux ne sont guère pressés. Janvier 1948 ! la planche à billets tourne à raison de 3 milliards par jour d'inflation. En Janvier 1948, si la situation ne s'aggrave pas trop, il y aura environ 500 milliards de billets en plus en circulation. Ça ne gêne ni Jouhaux, ni Frachon.

Puis la réforme fiscale, pleine de bonnes intentions, propose tour à tour : *de répartir équitablement les charges fiscales, d'accroître sensiblement les rentrées de l'Etat, de frapper les gros revenus qui échappent à l'impôt.*

Comment stopper l'inflation ?

Mais les mesures proposées pour obtenir ces résultats sont inopérantes, car elles font confiance à l'Etat bourgeois pour porter atteinte aux profits des patrons.

L'émission du papier monnaie est la pire forme d'emprunt forcé qui soit, elle aggrave surtout la situation des ouvriers et de la partie pauvre de la population, elle est le principal fauteur du désordre financier, elle encourage la spéculation, permet aux capitalistes de faire des millions de bénéfices, crée d'immenses difficultés à l'élargissement de la production, car la cherté des matériaux, des machines et... progresse par bonds. Pour y remédier, on peut établir un impôt progressif sur le revenu comportant des taxes très élevées pour les gros revenus.

Mais cet impôt reste une fiction car : premièrement l'argent se déprécie de plus en plus vite et deuxièmement la dissimulation des revenus est d'autant plus grande que la spéculation en est la source et que le secret commercial est mieux gardé.

« Pour combattre sérieusement la désorganisation des finances et empêcher le krach financier, il n'y a pas d'autres moyens que de rompre révolutionnairement avec les intérêts du capital et d'organiser un véritable contrôle « par en bas », contrôle des ouvriers et des petits paysans sur les capitalistes. »

Ces mots ont été écrits par Lénine en septembre 1917 dans la *Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer.*

Aujourd'hui, il n'y a pas un iota à changer à ce texte... si ce n'est pourtant qu'il faut remplacer le nom de Kérenski par ceux de Ramadier-Jouhaux et de Thorez-Frachon.

(*A suivre.*)

Michèle MESTRE.

BONNE NOUVELLE POUR LES AJISTES

La Fondation se meurt...
...les techniciens peuvent faire leurs valises !

LA Fondation française des auberges de jeunesse a du plomb dans l'aile.

Le Congrès du Syndicat national des instituteurs vient, en effet, de la condamner formellement. La motion déposée par le camarade Duthel, de la tendance « Ecole émancipée », motion qui implique le retrait des instituteurs de la Fondation, l'a emporté sur celle de Merville, chargé de défendre cette entreprise technocratique.

Cette décision entraînera sans doute, à son tour, le retrait de la délégation de la Ligue de l'Enseignement dont le congrès se tient actuellement à Angers.

Voilà qui va ruiner bien des espoirs, ceux des Roland Weil, Tadier, Pom et autres qui pensaient, par le moyen de la Fondation, établir leur domination de techniciens incontrôlés sur le mouvement des Auberges de Jeunesse, ceux des cléricaux, comme Marc Sangnier, qui s'étaient alliés aux amis des staliniens déjà nommés, dans cette tentative antidémocratique.

Pour effrayer les instituteurs, Merville a essayé de présenter l'opposition à la Fondation comme une manœuvre ourdie par les trotskystes et le signataire de ces lignes en particulier. Il est vrai que, sans relâche, les communistes internationalistes ont lutté de toutes leurs forces contre le patriotisme et l'étatisme qu'on tentait d'instaurer dans les A. J.

Mais de manœuvre, il n'y eut jamais trace car notre opposition reflétait la volonté quasi-unanime des usagers des Auberges de Jeunesse, à l'exception d'un quatuor de bonzaillons staliniens, la volonté des syndiqués révolutionnaires, partisans de la démocratie émanant des travailleurs et non de la tutelle des chefs.

On a tenté de présenter notre position comme une manœuvre de division. Au contraire, nous avons toujours pris position pour l'unité des A. J. et les congrès du M.L.A.J. en grande partie, sur interventions de nos amis, ont pris nettement position pour une association unique.

Un pas de plus a été fait en direction de cet objectif. Il est des morts qu'il faut qu'on tue. La Fondation moribonde doit être achevée, « les techniciens » (ou soi-disant tels) éliminés afin que soit construit, pour et par les usagers, un Centre laïc des Auberges de Jeunesse qui saura associer à sa direction, placée sous contrôle direct des ajistes, les représentants des syndicats désireux de participer à l'essor des A. J. en France en respectant l'indépendance et la démocratie du mouvement ajiste.

Marc PAILLET.

Luttes sociales à la Guadeloupe
OUVRIERS ET PAYSANS FONT ÉCHEC A L'ADMINISTRATION ET AU TRUST DE LA BANANE

IL s'est passé, au début du mois de juillet, à Basse-Terre, capitale administrative de la Guadeloupe, un événement qui aura été instructif pour une large couche de la paysannerie.

Au cours des dix années qui ont précédé la guerre, la culture de la banane a pris aux Antilles un grand essor. Elle est venue, en grande partie, remplacer celle de la canne à sucre dont le développement avait été brisé par le contingentement d'importation en France des sucres et des rhums coloniaux. Petits aussi bien que gros propriétaires avaient donc porté leurs efforts sur la banane ; mais la guerre est venue contrarier cette nouvelle orientation, par suite du manque de tonnage.

Les petits propriétaires firent les frais de cette catastrophe, les usiniers et distillateurs, propriétaires de bananeries, revenant à la canne à sucre et à la fabrication du sucre et du rhum qu'ils purent stocker. Aussi, au lendemain du rétablissement du commerce avec l'Europe, seuls les gros propriétaires disposaient d'une production à exporter. Ils accaparèrent, avec les exportateurs patentés, tout le fret disponible, puis, les uns et les autres acquirent sur place, à un taux ridicule, le reste de la production du pays pour la revendre à l'extérieur.

***C'est pour mettre un terme à cette situation scandaleuse qu'un arrêté fut promulgué, le 12 avril dernier, répartissant le fret entre les producteurs effectifs de bananes et non entre les exportateurs, qui souvent ne sont pas des producteurs. La mesure** n'étant pas du goût de ces derniers, ils entreprirent une campagne en règle pour sauvegarder leur « droits acquis ». Le ministère alerté donna l'ordre à l'administration locale de céder et c'est ainsi que, sous prétexte que des fraudes avaient été relevées dans des déclarations des producteurs, il fut décidé que pour le troisième trimestre de l'année, on reviendrait à l'ancien système de répartition.*

C'était la ruine des petits producteurs. Du coup, ils se trouvèrent unis pour faire appel à l'Union départementale des syndicats. Les ouvriers des usines et les dockers furent alertés : ils s'apprêtaient à « débrayer ». Au cours d'un meeting réunissant syndicalistes, socialistes et communistes français, il fut décidé que le « bananier » qui attendait en rade ne serait pas chargé si l'arrêté du 12 avril n'était pas respecté. Devant l'ampleur du mouvement, l'administration, sentant que le rapport de forces ne lui était pas favorable, dut céder. Elle ne sera pas seule à tirer une leçon de l'événement ; l'action des ouvriers aura appris aux petits planteurs que les intérêts des deux classes ne s'opposent pas et que c'est dans l'union avec la classe ouvrière qu'ils combattent efficacement l'arbitraire administratif **et la domination** *du capital.*

B. DANIEL.

DU MONDE ENTIER

ALLEMAGNE

Les syndicats ouvriers de Rhénanie et de Westphalie protestent contre la saisie des centrales électriques de Cologne, par la Belgique

ANGLETERRE

Le syndicat des marins de Liverpool décide de boycotter les navires franquistes.

AUTRICHE

« Nous avons faim », crient des centaines de manifestants en zone française.

CHINE

Pour assurer le succès de la mobilisation générale, Tchang-Kaï-Chek « suspend les libertés constitutionnelles ». Le parti communiste est mis hors la loi et exclu des élections.

● *Arrivée du général Wedemeyer, représentant personnel de Truman. Il vient proposer à Tchang-Kaï-Chek « l'aide accrue des Etats-Unis qui peut seule empêcher la victoire des communistes ».*

ESPAGNE

Les socialistes Orche, Villegas et trois de leurs camarades sont menacés de mort par les tribunaux franquistes.

● *Raid policier contre une réunion clandestine à Valence. Un antifasciste tué et plusieurs autres blessés.*

● *Louis Ochagaria est abattu, à Madrid, après avoir tué deux policiers.*

● *Une imprimerie clandestine du P. O. U. M. est saisie par la police à Barcelone. Nombreuses arrestations.*

ETATS-UNIS

Grève des cheminots de la Southern Pacific.

● *La centrale syndicale C. I. O. demande à ses 600.000 adhérents une journée de salaire pour combattre les lois antiouvrières.*

● *Lynchage d'un nègre à Chicago.*

● *Un gardien de prison qui tua huit nègres est acquitté en Georgie.*

● *Le S. W. P. (trotskyste) présente un candidat noir aux élections sénatoriales de New-York.*

MAROC

L'Union des syndicats marocains proteste contre l'arrestation de quinze travailleurs (dont quatre responsables syndicaux), à Djerada, par la police française.

● *Un représentant du Maroc remet à l'O. N. U. une déclaration réclamant la complète indépendance de son pays et sa séparation d'avec la France.*

PALESTINE

L'organisation trotskyste appelle les ouvriers juifs et arabes travaillant dans les camps militaires à la lutte commune.

POLOGNE

Dans la Pologne démocratique, le maquis blanc fasciste continue ses méfaits : Quinze militants socialistes et quinze policiers tués.

LA VIE DU PARTI

APPEL AUX MILITANTS DU P.C.I. et à tous nos sympathisants

Nous demandons instamment aux camarades de province et aux lecteurs de « LA VERITE », de rassembler AU MAXIMUM et de nous envoyer DES LOTS qui seront répartis entre chacun des stands de jeux, à la FETE CHAMPETRE de « La Vérité ».

Adresser les lots au journal La Vérité, 100, *rue Réaumur, Paris.*

C'est dans un cadre charmant et verdoyant que nous nous rassemblerons le

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

Militants du P.C.I. et des J.C.I., sympathisants, lecteurs de « La Vérité », militants de la C.G.T., membres des AUBERGES DE LA JEUNESSE, vous assisterez en masse avec votre famille à la

FETE CHAMPETRE DE « LA VERITE »

Des stands, des jeux, de la musique, des chants, et un programme artistique d'avant-garde.

VOS ACHATS DE LIVRES PEUVENT PROCURER DES RESSOURCES A « LA VERITE »

Commandez-les au Service de Librairie de *La Vérité*

Toutes les éditions françaises

Nombreux titres anglais et américains

K. Marx. *Le Capital.* (Edition abrégée par Borchardt)	270 »
Trotsky. *La Révolution Trahie*	90 »
D. Guérin. *Fascisme et Grand Capital*	180 »
D. Rousset. *Les Jours de notre mort*	360 »
J. Prévert. *Paroles* (Edit. Pt du Jour)	171 »
P. Naville. *Les Conditions de la liberté*	211 50
J. Blanc. *Joyeux, fais ton fourbi*	180 »
Neumann. *Enfants de Vienne*	150 »
Fallet. *Banlieue Sud-Ouest*	198 »

Editions anglaises (Penguin Books) :

Chesterton : *The Napoléon of Notting Hill.*
Wells : *The history of Mr. Polly.*
Meredith : *The tragic comedians.*
(Chaque volume : 40 francs.)

VIENT DE PARAITRE :

Mouvements nationaux et lutte de classe au Viet-Nam

Brochure de 90 pages, retraçant l'histoire de la lutte libératrice du Viet-Nam contre l'impérialisme analysant la structure sociale et la nature de la révolution en Indochine. Prix : 50 fr.

Les régions de province du parti sont priées de passer leurs commandes sans tarder à Mlle J. Weill, Boîte Postale 64. Paris-15e.

Souscription permanente

Collecte faite parmi un groupe : Camarades Pontcharra, 500 fr. ; Hypolitte (Belgique), 100 fr. ; Vance (Belgique), 50 fr. ; Christian, 125 fr. ; Dorne (instituteur), 215 fr. ; L.-M. W., 30 fr. ; Lanselle, 1.000 fr. ; M. G., 1.000 fr. ; Turquois, 100 fr. ; Wallaert, 100 fr. ; Aufard, 40 fr. ; Back, 200 fr. ; Groupe de Strasbourg, 500 fr. ; Thomas, 50 fr. ; Rousseau, 200 fr. ; Raynaud, 35 fr. ; Garbaye, 100 fr. ; Quægebeur, 60 fr. ; Duthel, 50 fr. ; Genty, 100 fr. ; Sesten, 1.000 fr. ; Nguyen Loan, 300 fr. ; Mual-Hai, 5.320 fr.

Pour soutenir LA VERITE abonne-toi

Un an	250 fr.
6 mois	125 »
3 mois	35 »
de soutien	500 »

Adresse ton abonnement, dès aujourd'hui, à « La Vérité », 100, rue Réaumur, Paris-2e.

Le gérant : M. JUILLIA.

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
IMPRIMERIE REAUMUR
— 100, rue Réaumur —

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués